Le 23-04-2016

Télécharger ou imprimer au format PDF

Le congrès du Pardem de février 2016 a désigné le candidat du Parti de la démondialisation à l'élection présidentielle de 2017. Notre campagne se mènera sous l'intitulé « Rassemblement pour la démondialisation ».

La première raison tient au fait qu'il faut affaiblir les partis duettistes de l'alternance

Il s'agit, d'abord, du Parti socialiste. François Hollande, le président de la République, a poursuivi l'opération de banalisation et de normalisation de la France engagée par son prédécesseur Nicolas Sarkozy. Il a même accéléré la mise en œuvre des politiques néolibérales. L'aggravation du chômage et la montée alarmante de la pauvreté sont les symboles les plus tragiques de cette politique.

Le Parti socialiste, aujourd'hui, a supplanté la droite dans la course à celui qui sera le meilleur défenseur des intérêts des classes dominantes.

Il a démontré qu'il était bien plus efficace que la droite pour faire accepter à la population les politiques néolibérales les plus dures. Se présentant comme un homme de gauche, issu d'un parti se réclamant de la gauche, menant une politique qu'il affirme être de gauche, François Hollande a brouillé tous les repères. Depuis qu'il est à l'Élysée, il dynamite aussi consciencieusement que son prédécesseur les restes des acquis du Conseil national de la Résistance (CNR).

Nul ne peut contester la cohérence de François Hollande et du Parti socialiste. Ils demeurent, contre vents et marées, fidèles au choix de 1982-1983 lorsqu'avait été décidé le « *tournant de la rigueur* » qui avait donné le coup d'envoi de la néolibéralisation de la France, opérée pour l'essentiel par leurs soins, et couplée avec l'accélération de son intégration dans l'ordre institutionnel supranational européen. Le PS avait ensuite poursuivi cette politique orthodoxe d'inspiration néolibérale quand il était revenu aux affaires en 1997, avec la « *gauche plurielle* » et Lionel Jospin comme Premier ministre, en anesthésiant le Parti communiste français entré au gouvernement. Depuis le printemps 2012, c'est la même politique qui a été menée.

Avec trente ans de recul, le constat est sans appel : le véritable maître d'œuvre du néolibéralisme en France, celui qui l'a mené le plus loin et qui a pris les mesures les plus dures, c'est le PS et nul autre parti.

Les partis duettistes de l'alternance incluent aussi les satellites du Parti socialiste comme Europe Écologie Les Verts (EELV). Ce dernier regroupe des politiciens opportunistes, écologistes d'opérette, et les idéologues les plus forcenés soutenant comme personne les institutions antidémocratiques européennes, notamment par leur fédéralisme qui nustifie à leurs yeux le dépeçage de la France en euro-régions.

Il s'agit, enfin, des partis de droite et de leurs satellites « *centristes* ». Ayant longtemps gouverné le pays sous les présidences de Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, ils n'ont aucun titre à faire valoir pour prétendre faire mieux que le Parti socialiste.

La punition méritée que doit subir le Parti socialiste en 2017 – le plus tôt sera d'ailleurs le mieux – ne peut en aucun cas se traduire par une revanche de la droite et la victoire de ses candidats en 2017.

Comme les socialistes, la droite et les « *centristes* » ont compris que le cœur du néolibéralisme était la suppression des processus institutionnels liés à la souveraineté nationale. Ils agissent activement pour se débarrasser de toute pression démocratique sur les choix économiques en organisant un univers institutionnel définitivement favorable au capitalisme.

Les néolibéraux, de gauche comme de droite, savent que le capitalisme dépend des institutions. Le capitalisme ne peut vivre en dehors d'un cadre institutionnel régulateur qui lui assure des conditions optimales. C'est le moyen d'étendre son emprise sur les sociétés qu'il colonise, et d'asseoir la puissance des classes dominantes qui repose sur cette organisation de la société. Le projet néolibéral est donc d'assumer la création institutionnelle permanente dont le capitalisme a besoin. Sa création la plus sophistiquée aura été le contournement et la dissolution de la démocratie par les institutions supprimant les souverainetés nationales sans pour autant supprimer les États. C'est une méthode qu'ils ont considéré beaucoup plus efficace et durable que les dictatures. Son chef d'œuvre est sans conteste « *l'Union européenne* ».

La deuxième raison qui justifie la présence de candidats du Parti de la démondialisation à l'élection présidentielle et aux législatives de 2017 concerne l'impasse dans laquelle des partis se présentant comme une alternative veulent entraîner les Français

Il s'agit, pour des raisons très différentes et mêmes opposées, du Front national et de partis se réclamant de la gauche « *radicale* ».

La plupart des organisations de la mouvance de la gauche « *radicale* », en Europe, ont soutenu ou soutiennent toujours Alexis Tsipras, le Premier ministre grec issu de Syriza. Il a pourtant capitulé et refusé d'envisager l'hypothèse de la sortie de son pays de l'euro et de l'Union européenne, ni même d'en débattre. Toutefois, la résolution de la crise grecque, comme partout ailleurs en Europe, passe impérativement par cette solution.

Le Front de gauche (ou ce qu'il en reste), en ce qui le concerne, a pour stratégie de faire pression sur le PS pour que ce dernier penche « vraiment à gauche ».

Dans cette démarche, le Front de gauche considère que l'appui de la « *gauche* » du PS est indispensable. C'est notamment pour cette raison, pour ne pas se couper du PS, qu'il refuse avec

obstination de rompre avec l'ordre néolibéral mondial et européen. Nul ne doit se laisser abuser par la flamboyance du discours anticapitaliste des dirigeants du Front de gauche, particulièrement de Jean-Luc Mélenchon. Ni par les nombreuses références aux pages glorieuses du mouvement ouvrier. Cette rhétorique vise à masquer l'indigence des propositions et de l'analyse, principalement sur la question européenne qui constitue le cœur du néolibéralisme. Le Front de gauche empêche ainsi la création d'un nouveau rapport de force en faveur du peuple, en refusant de démondialiser et de rompre avec l'ordre néolibéral mondial et européen.

Ceux qui craignent, en sanctionnant le PS, EELV et le Front de gauche à la présidentielle, de faciliter la montée du FN, ne comprennent pas la logique expliquant la montée du parti d'extrême droite. C'est le blocage politique organisé par le bipartisme gauche-droite et l'absence de tout autre parti visible proposant une rupture avec ce système, qui crée structurellement un effet de niche pour le FN. Le «*vote utile* » et le «*front républicain* » sont des diversions qui ontle plus contribué au maintien à un haut niveau du FN. Croire éviter la montée du FN en votant PS (ou EELV ou Front de gauche) ou LR au premier tour, est donc le plus sûr moyen de faire prospérer son effet de niche et de laisser pourrir la situation.

La diabolisation du FN par les partis politiques, et principalement par ceux de gauche et d'extrême gauche, est de plus en plus contreproductive.

Elle alimente le vote FN. Elle consiste à transformer le débat politique en combat moral du Bien contre le Mal, aucune place n'est laissée au combat d'idées. C'est d'ailleurs ce que fait le FN lui-même vis-à-vis de ses ennemis : les immigrés accusés de prendre le travail des Français et de dissoudre la Nation. Ceux qui se sentent abandonnés par le système voient dans la diabolisation du FN une preuve que ce parti est un adversaire du système. Il n'y a alors pour eux qu'un pas à franchir pour rejoindre ses rangs. Ainsi le vote FN est-il alimenté par ceux-là mêmes qui prétendent le combattre.

Devant l'effondrement des repères gauche-droite qui avaient constitué le cadre de référence politique de ces dernières décennies, les citoyens cherchent des solutions. L'abstention, le vote blanc et nul, sont des formes de protestation et de résistance. Le vote pour le Front national en est une autre. Ce vote, toutefois, est une impasse. Car le Front national n'offre aucune alternative aux problèmes du pays, qu'il s'agisse du chômage, des services publics, de la Sécurité sociale, de la souveraineté de la France. Présenté comme un épouvantail par le reste de la classe politique, le FN, en réalité, sert à verrouiller le système actuel de bipartisme entre la gauche et la droite.

La troisième raison qui justifie la présence de candidats du Parti de la démondialisation aux élections de 2017, présidentielle et législatives, est la nécessité de dépasser le clivage gauche-droite devenu inopérant, et de le remplacer par le vrai clivage, celui entre les classes dominantes et les classes dominées, entre l'oligarchie et le peuple

François Hollande et le Parti socialiste, avec la politique qu'ils mènent depuis 2012, ont probablement donné le coup de grâce à la gauche.

Le clivage gauche-droite a été totalement brouillé.

Non seulement le PS, comme LR, est au service exclusif des classes dominantes, mais il est même le parti le plus efficace et le mieux armé pour réaliser pleinement le cadre structurel et institutionnel néolibéral.

L'obstination de toutes les grandes formations politiques et de la plupart des petites à accepter l'ordre néolibéral mondial rend nécessaire la présence d'une autre voix lors des élections de 2017. Certes, les proclamations d'intentions, les effets de manche, la rhétorique et le verbiage ne manquent pas pour dénoncer le système économique et politique actuel et ses ravages. Mais ce n'est que de l'encre sur du papier. L'exemple de la Grèce, à cet égard, est emblématique. Dans ce pays, une coalition de partis politiques se réclamant de la gauche « *radicale* », appelée Syriza, a gagné par deux fois les élections législatives en janvier et septembre 2015 ainsi qu'un référendum rejetant les politiques d'austérité impulsées par la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international). Pourtant, le Premier ministre issu de cette coalition, Alexis Tsipras, a livré son pays à la Troïka au motif que la seule alternative qui se présentait, la sortie de l'euro et de l'Union européenne, serait une « *catastrophe* ».

La catastrophe, pour la Grèce, a lieu aujourd'hui, et davantage encore demain avec l'application du 3e mémorandum par le gouvernement Syriza.

Quatrième raison de la présence de candidats du Parti de la démondialisation aux élections de 2017 : chambouler ce théâtre d'ombres en proposant un programme de libération nationale et de justice sociale

Seules des forces politiques comme le Parti de la démondialisation pourront débloquer réellement une situation particulièrement malsaine et qu'il faut au plus vite redresser radicalement. Lutter efficacement contre cette situation politique exceptionnelle, désastreuse pour la population, a conduit à la création du Parti de la démondialisation.

Ce parti, anticapitaliste et donc démondialisateur, est conscient de la nécessité vitale de restaurer pleinement la souveraineté nationale. Il propose un programme construit et cohérent pour réussir, en bon ordre, l'indispensable démondialisation et la démocratisation de l'État.

L'idéologie néolibérale postnationale est composée de trois camps : la droite, la social-démocratie et la gauche radicale, et du leurre qu'est le FN.

Le Parti de la démondialisation dénonce et combat ces trois camps, comme il dénonce l'illusion et le vrai rôle du FN qu'il combat, ainsi que sa posture d'imposture sur les questions de sortie de l'euro et de l'Union européenne.

L'Union européenne, selon le Pardem, est un des piliers de l'ordre néolibéral mondial, au même titre que l'OTAN, le FMI, l'OMC ou la Banque mondiale. C'est une structure de domination et d'aliénation dont il faut s'émanciper.

L'échelle nationale, qu'il ne faut pas opposer à l'échelle internationale, est celle qui est pertinente pour prendre des mesures unilatérales afin de mener des politiques en faveur des citoyens, dans une perspective internationaliste et universaliste. Il est possible de sortir de la crise au niveau national. Il n'existe de projet internationaliste, y compris entre les nations d'Europe, qu'à la condition que

l’entité nationale soit reconnue et renforcée, fondement de l’expression démocratique dans chaque pays.

L’élection présidentielle

Le Parti de la démondialisation considère qu’il faut délégitimer l’élection présidentielle et relégitimer l’élection législative. Lors des alternances que nous avons connues, c’est bien le Premier ministre, s’appuyant sur sa majorité à l’Assemblée nationale, et non le président de la République, qui a le pouvoir.

L'élection présidentielle pollue en effet le débat sur les idées en lui substituant le débat sur les personnes.

Elle accorde un rôle trop important aux grands médias qui sont la propriété des puissances de la finance et de l’industrie de l’armement et aux sondages, survalorisant les modes passagères, les postures et les impostures, les « *petites phrases* », la théâtralisation de la vie politique, tout en sous-valorisant les questions de fond. Ce mode électoral joue sur l’émotion chez les électeurs, les effets de manche chez les candidates et candidats, les apparences, la fascination pour le verbe.

L’élection du président de la République au suffrage universel direct, précédant les législatives, favorise la bipolarisation, le bipartisme, lamine les petites formations politiques, réduit la diversité, homogénéise et anesthésie la pensée et incite par conséquent les candidates et candidats à proposer des programmes « *attrape-tout* » pour flatter les uns et les autres dans la perspective du 2e tour. Ce mode électoral affaiblit la souveraineté populaire.

Dans un régime démocratique la souveraineté doit appartenir au peuple ou à ses représentants, c’est-à-dire les députés, et non à un monarque.

Nos axes de campagne

Le Parti de la démondialisation a travaillé et mûri un programme de gouvernement en dix points permettant de combattre radicalement la logique néolibérale, apte à mettre fin à ses aspects les plus destructeurs. Il redonne la souveraineté au peuple et à la France sur les plans politique et monétaire, éradiquant le chômage, s'émancipant de la tutelle des marchés financiers et de l'Union européenne, donnant toute leur place aux services publics, ouvrant la voie à une véritable mutation écologique du mode de production et à un internationalisme reposant sur l'équilibre des échanges commerciaux et la coopération dans tous les domaines. Le temps est donc venu de soumettre ces propositions directement au suffrage des citoyens, d’animer le débat, franc et sans tabou, dans la population.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire